

15 ans



BÉNÉVOLES

PAZ
INDÉPENDANCE
RESPECT
DIGNITÉ
AVOCATS SANS FRONTIERES

FORMATION

ÉQUIPE
SENSIBILISATION

JUSTICE
ACCÈS À LA JUSTICE
RÉCONCILIATION
FEMMES
CONVICTION
MINEURES
PAIX
Canada

SOLIDARITÉ

JURISTES ENGAGÉ(E)S

COOPÉRANT(E)S

AVOCAT(E)S

VOCATION **JUSTICIA**
ENGAGEMENT

AIDE JURIDIQUE
PLAIDOYER
VICTIMES
LAWYERS / FOR CHANGE

DROITS HUMAINS

CHANGEMENT
COOPÉRATION INTERNATIONALE

L'année 2016 - 2017, qui ne porte officiellement que sur la période du 1^{er} juillet 2016 au 31 mars 2017 en raison d'un changement d'année financière, marque pour Avocats sans frontières Canada (ASFC) une nouvelle période de croissance. Avec un budget en augmentation constante et le passage de la barre des 50 employées dans le monde, cette année représente une étape importante dans le développement de notre organisation.

En neuf mois, ASFC a notamment développé quatre nouveaux projets. Aux programmes *Justice, prévention et réconciliation au Mali* (JUPREC) et de **coopération volontaire** *Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables* (PRODEF) s'ajoutent aujourd'hui les projets *Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti* (AJULIH), *Processus de paix : justice transitionnelle pour les femmes en Colombie* (JUSTRAM), *Renforcement de la défense des droits fondamentaux des femmes autochtones au Guatemala* et *Renforcement des capacités des organisations de la société civile en matière de justice au Mozambique*. Autant de projets

qui permettront d'appuyer les victimes des plus graves violations des droits humains, de veiller à ce que de telles violations ne se reproduisent plus et de continuer à changer les choses en contribuant à l'accès à la justice, à la lutte contre l'impunité et à la consolidation de l'État de droit

L'année 2017 marque également le lancement du 15^{ième} anniversaire d'ASFC. À cette occasion, ASFC a décidé de rendre hommage, sous la thématique ***Juristes engagé(e)s – Lawyers for Change***, aux femmes et aux hommes engagé(e)s qui nous soutiennent depuis quinze ans et de mettre en lumière celles et ceux qui, de par le monde, contribuent à faire du droit un instrument de changement et de développement.

Merci à toutes et à tous pour votre engagement sans faille qui fait, depuis 15 ans et cette année encore, de la justice une réalité. Vous trouverez sur la carte au verso un résumé de tout ce que votre soutien nous a permis de réaliser.

Pascal Paradis

Directeur général



Miguel Baz

Président du conseil d'administration

Depuis juillet 2016, ASFC

51 a organisé **51 missions de coopération**, cumulant ainsi plus de **3 968 jours de mission**.
Soit plus de 10 ans de présence en continu.

a fait parcourir à ses coopérant(e)s quelques **799 821 km**. Quasiment **20 fois le tour de la terre!**

13 est active dans **13 pays**.
La Colombie, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Guatemala, le Honduras, Haïti, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Pérou, la Tunisie, et... le Canada bien sûr!

a déployé **36 coopérant(e)s** dans **9 pays**.

compte **57 employé(e)s** à travers le monde dont **30 femmes et 27 hommes**.
Une parité presque parfaite!

dispose de **5 bureaux** dans le monde à Québec, Bamako, Bogota, Ciudad de Guatemala et Port-au-Prince. À l'étranger, chaque équipe est principalement composée d'employé(e)s locaux.

a agrandi son **équipe multiculturelle** puisqu'elle compte à son siège de Québec **9 nationalités différentes** : bolivienne, burundaise, camerounaise, canadienne, française, hongroise, mexicaine, péruvienne et serbe.

a embauché **14 personnes** à son **siège de Québec**, portant son équipe à **25 employé(e)s aux compétences diversifiées**.

Nos états FINANCIERS

ÉTATS DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

	2017-03-31 (9 mois)	2016-06-30 (12 mois)
PRODUITS		
Contributions des bailleurs de fonds pour les programmes	2 786 072	3 601 519
Financement privé	22 712	265 613
Financement public	-	33 294
Contributions sous forme de services rendus	794 881	-
Autres	23 501	23 489
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	-	1 004
TOTAL	3 627 166	3 924 919
CHARGES		
Programmes	2 486 009	3 171 707
Contributions sous forme de services rendus	794 881	-
Autres projets; activités de développement; sensibilisation et communications; administration	412 353	336 608
Activités de financements	10 620	22 036
Amortissement des immobilisations corporelles	275	2 971
TOTAL	3 704 138	3 533 322
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(76 972)	391 597

BILAN

AU 31 MARS 2017

	17-03-31 (9 mois)	2016-06-30 (12 mois)
ACTIF		
Court terme		
Encaisse	1 158 973	1 137 365
Créances	202 991	157 994
Frais payés d'avance	15 401	10 731
	1 377 365	1 306 090
Immobilisations corporelles	-	275
TOTAL	1 377 365	1 306 365
PASSIF		
Court terme		
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	167 351	113 919
Contributions des membres reportées	20 000	11 304
Produits reportés	721 380	635 536
TOTAL	908 731	760 759
	908 731	760 759
ACTIF NET	468 634	545 606
TOTAL	1 377 365	1 306 365

Nos PUBLICATIONS



Observations relatives aux accords de paix préliminaires concernant le traitement des victimes du conflit en Colombie



Le processus de paix en Colombie, des fiches pratiques d'ASFC



Rapport alternatif produit à l'occasion de l'examen de la Colombie par le Comité des droits de l'homme



Recueil de jurisprudence des tribunaux « Justice et paix » concernant les droits des femmes en Colombie



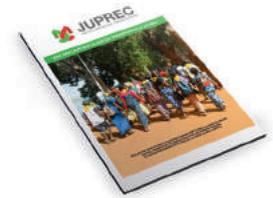
Dossier spécial : Une incursion inédite à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme



Amicus curiae : Recommandations à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme relatives au changement de nom et à l'identité de genre au Costa Rica



L'Affaire Al Mahdi : Et maintenant ? Les enjeux de la lutte contre l'impunité au Mali



Etat des lieux sur la justice transitionnelle au Mali



Accès à la justice au Mali : une réalité à bâtir



Violences sexuelles : standards internationaux et bonnes pratiques d'accompagnement pour les victimes au Mali



Dépliant : La justice transitionnelle au Mali



Dépliant : Qu'est-ce que la justice transitionnelle ?

MERCI à nos

PARTENAIRES FINANCIERS - PROGRAMMES



Affaires mondiales Canada
Global Affairs Canada

Relations
internationales
et Francophonie

Québec



Union européenne



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

PARTENAIRES MAJEURS (10 000\$ ET PLUS)



BARREAU DE QUÉBEC

Corporation
de services
Barreau



POWER CORPORATION
DU CANADA

PARTENAIRES PRÉSENTATEURS (20 000\$ ET PLUS)

Barreau
du Québec

mccarthy
tetrault

PARTENAIRES COLLABORATEURS (5 000\$ ET PLUS)

Bell

Blakes
LAWYERS

BLG
Borden Ladner Gervais

BOMBARDIER
l'évolution de la mobilité

FASKEN
MARTINEAU

Assurance
responsabilité
professionnelle
Barreau

Québec

GOWLING WLG

IMK | IRVING
MITCHELL
KALICHMAN

lavery
Avocats

PARTENAIRES

COMMANDITAIRES (2 500\$ ET PLUS)

Accuracy

Autorité des marchés financiers (AMF)

Barreau de Montréal

Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)

CN

Davies, Ward, Philips & Vineberg

Fond De solidarité FTQ

Gaz métro

Les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ)

Norton Rose Fulbright

SOQUIJ

SNC Lavallin

Stikeman Elliot

DONATEURS DE SERVICES

Services juridiques

 NORTON ROSE FULBRIGHT

 mccarthy
tétrault

 BEAUVAIS
TRUCHON
AVOCATS

 GOWLING WLG

**Planification
stratégique**

**Relations publiques
et gouvernementales**

 groupe
dancause
conseillers en stratégies d'affaires

 TACT
INTELLIGENCE + CONSEIL

Communications et développement web

 BELVÉDÈRE
COOPÉRATIVE DE COMMUNICATION

 FARDOCHE
BRASSEUR D'IDÉES

Paul-Mathieu Nicolai

Technologies de l'information

Pierre-André Paradis

Merci aux employé(e)s, stagiaires, coopérant(e)s volontaires, membres du conseil d'administration, partenaires, allié(e)s, groupes universitaires et aux centaines de bénévoles et ami(e)s extraordinaires qui sont les artisans d'ASFC et de ses réalisations. Nous ne pouvons malheureusement pas toutes et tous les nommer ici, mais retrouvez-les sur notre site Internet et nos réseaux sociaux :

www.asfcanda.ca

 ASFCanda

 asfcanda

 Avocats sans frontières Canada



GUATEMALA

La prise en charge de 23 cas emblématiques permet à plus de 600 autochtones d'être entendus devant les tribunaux, principalement pour faire valoir leur droit à la terre.

Le soutien aux avocat(e)s et stagiaires autochtones contribue à l'acquiescement de 12 autochtones injustement accusés de délits en lien avec des activités de défense de leur territoire.

3 autochtones nouvellement reçues avocate après avoir été soutenues par ASFC au moyen de bourses, de stages et d'un appui méthodologique représentent maintenant leur communauté dans des cas de violations de leurs droits.

À la suite des représentations des avocat(e)s soutenu(e)s par ASFC, 8 communautés autochtones sont officiellement reconnues par les autorités et sont dorénavant consultés lors des décisions prises aux niveaux municipal et national.

Des dossiers de disparitions forcées et d'assassinats sont avancés devant les tribunaux grâce à de nouvelles pratiques en matière de rédaction des argumentaires et mémoires juridiques.

Partenaires : Bufete jurídico de derechos humanos de Guatemala (BDH), Centro para la acción legal en derechos humanos (CALDH), Fundación Myrna Mack (FMM), Fundación sobrevivientes, Procuraduría de derechos humanos

Partenaires financiers : Affaires mondiales Canada – Programme de coopération volontaire, Ministère des relations internationales et de la francophonie (MRIF) – Programme québécois de développement international

5 volontaires déployé(e)s auprès du Bufete jurídico de derechos humanos (BDH), du Centro para la acción legal en derechos humanos (CALDH) et d'ASFC au Guatemala

HONDURAS

Un rapport sur l'impact de la corruption permet de contribuer à l'instauration de meilleures pratiques de gouvernance dans le système judiciaire.

Les familles des victimes d'assassinats politiques et de disparitions forcées ainsi que leurs avocat(e)s sont accompagné(e)s et soutenu(e)s au cours de procédures judiciaires menées devant la Cour interaméricaine des droits de l'Homme.

3 volontaires déployés au sein du Centro de investigación y promoción de los derechos humanos (CIPRODEH) et du Comité de familiares de detenidos desaparecidos en Honduras (COFADEH)

COSTA RICA

La contribution à 3 propositions législatives permet l'adoption d'une loi visant à protéger les femmes et les filles contre les unions forcées et inappropriées.

1 volontaire déployée auprès de la Fundación Paniamor

COLOMBIE

L'implication des citoyen(ne)s dans la mise en œuvre de l'Accord de paix est soutenue par la présentation d'un rapport portant sur les problèmes d'impunité dans la justice colombienne.

Des solutions sont dégagées pour diminuer les risques qui compromettent la sécurité et l'indépendance des fonctionnaires judiciaires en région.

Des victimes de violences basées sur le genre sont représentées par des avocat(e)s soutenu(e)s par ASFC. 2 militaires accusés de viol et de crimes sexuels sont condamnés à de lourdes peines dans l'un des cas appuyés.

Construction de la mémoire collective par un dialogue entre les étudiant(e)s en droit et les victimes sur la base d'un rapport d'ASFC sur 15 enquêtes et poursuites pénales relatives à des crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

La révision de 17 dossiers de violence sexuelle permet d'identifier des erreurs commises au détriment des victimes et de relancer le processus judiciaire.

Partenaires : Corporación Humanas, Comisión intereclesial justicia y paz, Grupo de investigación sobre las prisiones, la política penal y la seguridad pública de la Universidad de los Andes, Fundación Comité de solidaridad con presos políticos (FCSPP), Equipo jurídico pueblos (EJP), Corporación dignidad y justicia, Corporación Guasimí

Partenaire financier : Affaires mondiales Canada – Programme de coopération volontaire

4 volontaires déployés auprès de la Corporación Humanas et d'ASFC en Colombie

HAÏTI

Les recours contre les principaux responsables du régime Duvalier aux niveaux national et international sont soutenus par le développement de l'argumentaire juridique et de la preuve.

Un nouveau projet de 5 ans, Accès à la justice et lutte contre l'impunité, est lancé en faveur des femmes et des personnes en situation de vulnérabilité.

Partenaires locaux : Collectif contre l'impunité, Fondation connaissance et liberté (Fokal), Office de la protection du citoyen (OPC)

PÉROU

Dans des dossiers de traite d'êtres humains et de disparitions forcées, 141 victimes sont assistées par des avocat(e)s.

Les avocat(e)s de l'État intègrent à leur pratique les normes de droit international grâce à des outils mis à leur disposition par ASFC.

3 volontaires déployés auprès de l'Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH), Capital Humano y Social Alternativo (CHS Alternativo), Instituto Promoviendo Desarrollo Social (IPRODES)

GHANA

Une initiative de lutte contre les violences basées sur le genre est développée à la suite de rencontres avec les intervenant(e)s de la justice, les organisations de la société civile et les groupes de femmes.

Partenaire : Carrefour international

Partenaires locaux : Women in Law and Development in Africa (WILDAF) et Pro-Link

MAROC

3 volontaires déployé(e)s auprès de l'Association Bayti

TUNISIE

3 volontaires déployées auprès de l'association Amal pour la famille et l'enfant

ARABIE SAOUDITE / CANADA

Le combat pour la libération de Raïf Badawi se poursuit grâce à des interventions auprès des autorités canadiennes et québécoises et différentes instances internationales.

Le public continu d'être mobilisé en faveur de la libération de Raïf Badawi à travers des interventions médiatiques.

Partenaires : Barreau du Québec, Lavery

Partenaires financiers : Gouvernement du Québec, Barreau du Québec

MALI

Une nouvelle génération de juristes défenseur(se)s des droits humains est soutenue grâce à un programme de stage en cabinets d'avocat(e)s et de formation continue en droit malien et en droit international.

Les témoignages de 3 000 victimes du conflit armé sont recueillis dans le cadre d'une enquête nationale que soutient ASFC et qui porte sur les crimes contre les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité pendant le conflit armé dans le centre et le nord du pays.

Les droits des femmes sont directement soutenus par notre participation à l'élaboration d'un avant-projet de loi visant à éliminer les violences basées sur le genre.

Des acteurs de tous les horizons, incluant les groupes de femmes et des groupes armés, sont réunis et s'engagent dans la voie de la réconciliation en échangeant leurs préoccupations et leurs attentes en matière de justice et de réparation.

Les organisations de la société civile adoptent de nouvelles pratiques et de nouveaux outils de travail leur permettant d'offrir des services d'aide juridique aux femmes et aux autres victimes du conflit armé.

Plus de 500 personnes en situation de vulnérabilité ont bénéficié d'une représentation juridique, 7 jugements ayant été rendus en faveur de victimes de violences basées sur le genre.

En s'appuyant sur de nouvelles pratiques et sur les conseils d'experts internationaux, des avocat(e)s du Mali préparent les plaintes des victimes et documentent la preuve dans des cas emblématiques de violence contre les femmes et d'autres violations graves des droits humains.

Partenaires : Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et École nationale d'administration publique (ENAP)

Partenaires financiers : Affaires mondiales Canada

Partenaires locaux : Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD), Association des juristes maliennes (AJM), Association pour le progrès et la défense des droits des femmes (APDF), Association du Sahel d'aide à la femme et à l'enfance (ASSAFE), Association Subaahi Gumo (ASG), Avocats sans frontières Mali (ASFM), Coalition malienne des défenseurs des droits humains (COMADDH), Collectif Cri de Cœur (CCC), Éduquer, Former les Femmes un Appui au Développement (EFFAD), Environnement et développement Tiers-Monde (ENDA), Groupe pivot / Droits et citoyenneté des femmes (GP/DCF), Groupe de recherche d'étude de formation femme-action (GREFFA), Observatoire des droits de la femme et de l'enfant (ODEF), Tribune des jeunes pour le droit au Mali (TRIJEUD), Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, Women in Law and Development in Africa (WILDAF)

12 volontaires déployé(e)s auprès d'ASFC à Bamako

CÔTE D'IVOIRE

53 mineurs en conflit avec la loi bénéficient d'un accompagnement juridique, assurant le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Des enfants sont pris en charge et bénéficient de services d'aide juridique de qualité grâce à la formation de 38 membres de cliniques juridiques mises en place par notre partenaire.

2 volontaires déployées auprès de l'Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI).

MOZAMBIQUE

Grâce à l'appui d'ASFC, une coalition d'organisations de la société civile mozambicaine bénéficie d'un plan d'action pour la mise en œuvre par l'État des recommandations du Conseil des droits de l'homme de l'ONU dans le cadre de l'examen périodique universel du Mozambique.

À l'occasion d'un atelier animé par ASFC, un dialogue sur la justice transitionnel est amorcé entre la société civile et le gouvernement.

Partenaires financiers : Haut-commissariat du Canada au Mozambique – Fonds canadien d'initiatives locales

Partenaire local : Liga Moçambicana dos Direitos Humanos (LDH)

■ Pays d'intervention d'ASFC

■ Pays dans lesquels ASFC déploie des coopérant(e)s volontaires en collaboration avec le Bureau international des droits des enfants dans le cadre du programme de coopération volontaire Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables (PRODEF)